

Rapport de la mission STM
21 novembre au 06 décembre 2004
à Adiel'Hoc (Adrar des Iforas, Mali)
« Approche femmes »

Contexte de la mission

La mission STM de novembre 2004 a eu pour principal objectif de faire une évaluation des travaux de sécurisation des puits et des bâtiments d'écoles (réalisés et à réaliser) sur la commune d'Adiel'Hoc. Elle a été accompagnée tout au long par le maire, Abinage.

Parallèlement, a été étudiée la possibilité de mise en place d'un circuit touristique de « voyage solidaire » avec l'organisme La Burle.

Personnellement je me suis consacrée à une « approche genre » par les femmes, avec toutes les limites liées à la durée de la mission (seulement 2 semaines) et au faible échantillon des personnes rencontrées. Cette petite étude fait l'objet du présent rapport.

Cette étude n'aurait pas été possible sans l'appui et la grande disponibilité de Yahia Samaké, animateur-formateur sur la région de Taghlit et Adiel'Hoc, formé entre autres aux techniques de sensibilisation des populations (notamment à l'analyse genre du rôle de la femme et sa participation économique et politique en milieu pastoral) ainsi qu'à la méthodologie d'application de l'approche programme. Grâce à la présence de Yahia, notre compréhension du milieu a été grandement facilitée.

Population rencontrée

Les personnes ciblées sont les femmes. Nous avons souhaité recueillir les témoignages

- De femmes potentiellement intéressées par une formation (femmes peu ou pas du tout alphabétisées)
- De femmes ayant déjà bénéficiées d'un programme de formation à Taghlit, mais ces dernières n'ont pu être rencontrées faute de temps.
- D'associations de femmes à vocation économique

En outre, nous avons eu des entretiens avec

- Yahia Samaké : animateur-formateur local ayant travaillé pour différents partenaires (ONG, ministère malien de l'agriculture, ...)
- Le personnel du centre de Santé d'Adiel'Hoc
- Abinadge, maire de la commune d'Adiel'Hoc
- Mohamed : animateur-formateur et responsable d'un point santé au hameau de Tahtis

Les lieux où ont été rencontrées les femmes sont :

- le campement d'Inakafel
- le campement de Tahtis
- le village d'Adiel'hoc (2 associations de femmes)

Méthodologie de travail utilisé par les animateurs-formateurs locaux

Sources : Interview Yahia Samaké, dossier de formation ACORD¹ (Atelier de formation en genre et développement) fourni par Yahia.

Sensibilisation

Tout projet, notamment en ce qui nous concerne les projets de formation et d’alphabétisation des femmes, ou la mise en place d’une AGR (activité génératrice de revenus), est précédé d’une phase de **sensibilisation**. Cela consiste à recueillir l’ensemble des questions ou problèmes soulevés par le projet, à en débattre, à trouver des solutions avec la population. Tous les thèmes sont abordés et des personnes ressources sont conviées si nécessaire (ex : le marabout pour répondre aux questions religieuses).

Les questions soulevées sont souvent d’ordre religieux ou culturel. Les proverbes (sorte de métaphores) qui font partie intégrante de la culture Tamashek, sont souvent utilisés pour exprimer des réponses aux questions soulevées. Les argumentaires se font aussi sur la base d’exemples concrets portant sur l’expérience de personnes connues de la communauté.

Exemple : « une telle, devenue formatrice, gagne maintenant 15 000 FCFA / jour pour son travail de formation. Une session de 45 jours permet d’acheter 100 chèvres ».

Analyse des impacts

Les impacts du projet sont analysés : impact sur la famille, le mari, les enfants, sur le travail, sur les revenus de la famille, sur la communauté, etc. Chaque groupe est rencontré séparément (femmes, hommes, etc.) pour exprimer ses problèmes et ses propres solutions. Les solutions ne sont pas « apportées de l’extérieur », le groupe peut ainsi se les approprier.

Exemple de synthèse de l’impact d’une mise en place d’AGR pour les femmes de la communauté

	femmes	hommes	enfants	communauté
Emploi du temps	Le temps passé à l’AGR est-il au détriment de la famille ?		La scolarisation des enfants va-t-elle être remise en cause (l’enfant assumant davantage de tâches domestiques)	
Travail		L’homme aura-t-il à prendre en charge une partie de l’activité de sa femme à cause du temps passé sur l’AGR ?		Y aura-t-il un impact sur l’activité d’élevage de la communauté ?
Ressources	Quel va être l’apport de ressources ? Quelles en seront les conséquences ? (exemples : plus grande indépendance de la femme, autonomie financière)	Y aura-t-il conflit dans la famille si les revenus de la femme sont supérieurs à ceux de son mari ?	Les ressources de la maman vont-elle aider à la scolarisation (en payant les frais de cantine) ?	La richesse individuelle générée par les activités va-t-elle être source de richesse collective ? (réinvestissement pour la communauté (école, etc...)) ? Va dans le sens de la mise des impôts locaux ?

¹ ACORD Association de Coopération et de Recherche pour le Développement

	femmes	hommes	enfants	communauté
Culture				Y aura-t-il remise en cause des activités culturelles et sociales traditionnelles (musique, contes, discussions, etc.) ? Déstructuration du tissu social traditionnel, de la solidarité de la communauté ? Disparition du « lait vivant ² » ?

Objectifs

Les objectifs de globaux et spécifiques des projets (formation ou AGR) sont fixés avec le groupe de femmes concerné.

Ils doivent répondre au **PRIM** : **P**récis, **R**éalisable, **I**ncrit dans le temps, **M**esurables.

Bilan, évaluation du projet

L'évaluation est faite en 3 fois : au début, au milieu et à la fin du projet.

Par exemple pour un projet de formation, elle consiste à

- évaluer les connaissances
- permettre aux personnes d'exprimer leur ressenti. A nouveau, on utilise les proverbes, créés par les personnes du groupe. Par exemple, elles doivent exprimer la différence entre les scolarisés et les non scolarisés : « un non scolarisé est un aveugle qui n'a pas de guide », « celui qui sait lire est dans la lumière, l'analphabète est dans l'obscurité », « c'est comparer un mort et un vivant », etc.

² « Lait vivant » : animaux prêtés aux familles en difficulté grâce à la solidarité de la communauté

Modalités de mise en œuvre de formation

Sources : Interview Yahia Samaké

Programme de formation type

	Contenu type	Durée type
1 ^{ère} année	Alphabétisation de base (lecture, écriture, calcul)	3 mois (45 j minimum)
2 ^{ème} année	Techniques agricoles et pastorales	2 mois
3 ^{ème} année	Approfondissements : <ul style="list-style-type: none">- Santé, hygiène- Gestion- Connaissance de l'environnement local (protection contre le sable, hydrologie, ressources du sous-sol, etc.)	1 mois

Il apparaît nécessaire de pouvoir envoyer les personnes alphabétisées en recyclage, car si elles n'ont pas l'occasion de mettre en pratique leurs connaissances elles perdent progressivement leurs acquis et surtout la confiance dans leurs capacités.

Un programme de formation cohérent doit donc être planifié sur plusieurs années et tenir compte des éventuels recyclages.

Prise en charge des élèves

Pour les personnes en formation, il est nécessaire de prendre en charge la nourriture et le logement car leurs revenus ne permettent pas d'assumer cette charge. ACF (Action Contre la Faim a pris en charge la formation des femmes de Taghlit).

Les personnes font souvent leur formation sur site car les campements sont trop éloignés pour se déplacer chaque jour. Ceci est profitable aux stagiaires qui bénéficient ainsi de la présence et de l'investissement personnel du formateur(trice) de jour comme de nuit, permettant ainsi aux plus faibles de se mettre à niveau. L'objectif est de permettre à tous les stagiaires d'atteindre le niveau de connaissances prévu.

La rareté des centres de formation implique des déplacements parfois importants. Ceci nécessite une organisation de la communauté pour prendre en charge les enfants ou les activités de la femme partie en formation.

Tahtis : La construction d'un centre de formation et d'alphabétisation à Tahtis, désenclavé grâce à la construction d'une piste (dotation STM en matériel) permettra notamment aux femmes des campements alentour d'accéder plus facilement aux formations.

Revenus procurés au formateur

Le salaire versé par des ONG comme ACORD est d'environ 15 000 FCF / jour.

Ceci représente un argument important pour convaincre les femmes de participer aux formations, car elles pourront devenir elles-mêmes formatrices et prendre en charge les futurs groupes se procurant ainsi un revenu non négligeable.

Il apparaît d'ailleurs souhaitable que la démultiplication des formations soit assurée par les femmes elles-mêmes.

Synthèse des interviews auprès des femmes de la commune d'Adiel'Hoc

(Les interviews ont été faites en français lorsque c'était possible ou bien avec l'aide de Yahia Samaké comme interprète). Cette synthèse reprend l'ensemble des propos tenus par les femmes que nous avons rencontrées, les questions posées ayant été centrées sur la formation, la santé, les activités économiques.

Les personnes rencontrées

Les femmes rencontrées vivent dans des campements ou des hameaux de la commune d'Adiel'Hoc.

Sur le village même ont également été rencontrées deux associations de femmes.

Elles sont âgées de 17 à 55 ans (pas de femmes très âgées dans la population, les filles en âge scolaire ne font pas partie de la cible des personnes rencontrées).

La plupart ne sont jamais allées au-delà de Kidal, hormis quelques rares personnes qui ont pu voyager en Algérie ou au Burkina. Celles-ci ont acquis une assurance et une autonomie bien supérieure, elles savent « comment on peut vivre ailleurs » et ont des projets d'activités.

Leur situation familiale :

Les femmes rencontrées individuellement sont généralement mariées (première ou seconde épouse). La polygamie est « acceptée » par les femmes pour des raisons religieuses (jusqu'à 4 épouses autorisées par le Coran), mais ne va pas forcément dans le sens de leur préférence. La plupart ont entre 3 et 5 enfants et ne contrôlent généralement pas les naissances (par manque d'information ou pour des raisons religieuses).

Les plus jeunes (17 à 19 ans) ne sont pas pressées de se marier et souhaitent choisir elles-mêmes leur mari.

Les femmes rencontrées au travers des associations sont plus souvent seules avec des enfants, elles ont été « divorcées » (leur mari souhaitant prendre une autre épouse), ou bien sont veuves (mari tué pendant la rébellion). Elles assument seules la charge des enfants et cela représente pour elles une grande difficulté. Elles connaissent ou utilisent une contraception injectable trimestrielle : « la piqûre de j'ai confiance » pratiquée dans les centres de santé ³.

Leur niveau de formation

La plupart des femmes rencontrées ne sont pas allées à l'école et sont analphabètes. Parfois elles écrivent un peu le Tamashek (en caractère Tifinagh). Elles ne savent pas non plus calculer. Ces femmes ne parlent pas (ou très peu) le français. ⁴

Celles qui ont été scolarisées (très peu nombreuses) ont de toute évidence un gros avantage car leur niveau de formation (école primaire en général) leur permet d'envisager ou d'avoir une activité économique. Elles comprennent alors le français et le parlent (même si leur manque de confiance en elles rend souvent la prise de parole difficile).

³ Ces méthodes contraceptives sont peu utilisées en France sauf pour les femmes immigrées à qui elles sont prescrites (parfois de manière abusive). Ces produits à base de progestatifs à grandes doses, du type Dépo-provera, ne sont pas totalement dénués d'effets secondaires.

Source : *Des femmes immigrées face à la contraception* – Hélène Bretin. <http://www.gisti.org>

⁴ Il faut noter que nous n'avons pas eu la possibilité de rencontrer le groupe de femmes de Taghlit qui ont suivi des formations.

Leurs besoins en terme de formation

Toutes aspirent unanimement à être formées : en priorité une **formation de base** pour les plus démunies sur ce plan, puis une **formation à la gestion** afin d'asseoir une micro-activité économique et être ainsi plus autonome. Elles ont conscience que le nomadisme pastoral n'est pas forcément une solution d'avenir et que la sédentarisation amènera un mode de vie différent. Elles souhaitent être capables d'avoir d'autres activités (petite boutique, artisanat...). Pour celles qui ont déjà une activité commerciale, le fait de ne savoir ni lire ni calculer est un véritable handicap.

Le désir de formation ne se limite d'ailleurs pas aux aspirations économiques. Les femmes non alphabétisées souffrent de leur isolement et « d'être coupées du monde qui les entoure » : elles ne comprennent pas la radio (en français), ne peuvent lire ni livres pour s'informer, ni notices de médicaments pour soigner leur famille, elles ne peuvent aider leurs enfants dans leur scolarité etc.

Elles souhaitent également pouvoir être formées **sur le plan de l'hygiène et la santé**. Elles utilisent des remèdes traditionnels à base de plantes pour les troubles mineurs mais leur manque de connaissances ne leur permet pas d'évaluer correctement les symptômes, d'où un sentiment d'impuissance face à la maladie. La malaria les inquiète beaucoup pour leurs enfants. Les problèmes gynécologiques sont aussi une véritable préoccupation pour les femmes des campements, qui souffrent là encore de leur méconnaissance et de l'absence d'interlocuteurs pour exprimer leurs soucis. Le SIDA fait peur, mais dans les campements les femmes n'ont aucune idée de la manière de s'en protéger et respectent le Coran dans leurs relations. La situation est un peu différente sur le village grâce au centre de santé où les femmes peuvent venir s'informer si elles le souhaitent.

Les femmes qui ont déjà été formées ou un peu scolarisées évoquent la nécessité des **recyclages**, absolument nécessaires pour entretenir leurs connaissances.

Les plus avancées souhaiteraient, moyennant un complément de formation, pouvoir prendre le relais et devenir elles-mêmes formatrices des autres femmes.

Les femmes sont favorables à la scolarisation de leurs enfants même si elles-mêmes n'ont pas eu cette chance, considérant qu'« un enfant qui ne va pas à l'école est un enfant perdu ». Cependant certaines restent réticentes vis à vis de leurs filles, craignant notamment de les laisser en internat. Le temps et des efforts de sensibilisation devrait permettre de faire évoluer les choses. La formation d'institutrices (car aujourd'hui les postes sont occupés par des hommes) permettrait également de rassurer les parents des filles.

Accéder à la connaissance et pouvoir communiquer est un désir très fort et la **motivation** des femmes semble immense malgré les difficultés objectives.

A la question « Si une formation se présentait à proximité, iriez-vous ? », la réponse est toujours « oui, on ferait tout pour cela, on s'organisera ». En l'occurrence, l'organisation de la communauté, très solidaire, permet raisonnablement d'imaginer que l'entraide leur permettra de s'absenter le temps de leur formation.

En ce qui concerne la décision familiale (parents ou maris), les femmes rencontrées ne semblent pas se heurter à trop d'opposition, même si certains hommes argumentent encore que la femme ou la fille scolarisée perdra une partie de sa culture, deviendra trop indépendante, ou refusera de continuer à s'occuper de leur mari (ce n'est d'ailleurs pas l'avis des femmes). Cette crainte est peut être liée au fait que certains hommes sont eux-mêmes illettrés et craignent d'être « dépassés ».

Le véritable problème reste donc l'organisation (et le financement) de formations pour adultes qui soient facilement accessibles sur la commune d'Adiel'Hoc.

Leurs activités

Activités familiales

Les activités familiales sont prises en charge par les femmes : préparation de la nourriture (fastidieuse vu les conditions), soins des jeunes enfants, habillement, petit troupeau (chèvres et chevreaux), traite, fabrication des fromages, ...

Les tâches « dures » sont prises en charge par les hommes : gros troupeaux à mener sur les parcours, exhaure de l'eau, maraîchage.

Ce partage des tâches, adaptées aux conditions de vie difficiles, ne permet pas de dire que la femme Tamashek est inoccupée !

Artisanat

Quasiment toutes les femmes font de l'artisanat dans « les moments creux de la journée ». Elles réalisent principalement

- des objets en cuir (tannage des peaux, teinture du cuir, et réalisation des objets décoratifs pour les tentes)
- du tissage (nattes, couvertures) et du crochet (coussins).

Certaines tentent d'organiser leur activité : création d'un petit local, collectivisation des moyens en groupe ou en association. Pour se développer, ces activités nécessitent d'acheter un stock de matières premières : teinture, peaux, laine (importée d'Algérie), etc., achats rendus difficiles vu l'absence de fond de roulement.

La vente de l'artisanat reste difficile : les débouchés sont traditionnellement les mariages dans les campements, mais ces ventes procurent peu de profit. La vente sur la foire de Kidal semble plus intéressante mais il leur est difficile de trouver un véhicule pour s'y rendre.

Les touristes sont pour l'instant peu nombreux à circuler sur cette région. Le développement du tourisme apparaît aux femmes comme une solution possible pour développer leur activité.

Les objets traditionnellement fabriqués ne sont par ailleurs pas toujours adaptés au goût des pays du Nord. Un travail préalable serait sans doute nécessaire pour adapter l'artisanat traditionnel à ce type de débouché.

Commerce

Le projet d'une « petite boutique » est souvent évoqué par les femmes. L'investissement nécessaire est une grosse difficulté. Les associations de femmes organisent des solutions avec le système de tontine ou d'allocation de micro-crédit. (Cf. paragraphe Associations)

Participation à la vie sociale ou politique

Quelques femmes, encore rares, participent activement à la vie sociale et aux décisions de la communauté. L'une d'entre elles était présente sur une liste municipale à Adiel'Hoc.

Mais la plupart se sentent exclues des décisions concernant la communauté, qui reste l'affaire des hommes, et ont l'impression que leur point de vue ou leurs besoins propres ne sont pas toujours pris en compte : « les hommes font les choses entre eux ».

Leur champ d'action reste limitée à la sphère familiale, où, contrairement à certaines idées reçues, elles restent là aussi soumises à leur époux ou père pour les décisions importantes. La formation des femmes (et des filles) est l'une des conditions de leur intégration à la vie sociale, notamment dans le cadre de la sédentarisation progressive des familles.

L'une d'elle exprime que « Le mali doit donner sa place à la femme, on est en retard, mais on a compris ! Maintenant on a besoin des femmes, on va apprendre ».

Les associations de femmes

A Adiel'Hoc, il existe 5 associations de femmes. Nous en avons rencontré 2.

- L'association Tartit (solidarité en Tamashek) : présidente Aïcha Walet Oumar, trésorière Kantani, vice-présidente Dieta.. Existe depuis 2 ou 3 ans.

Cette association, qui a reçu de l'aide de la mairie, regroupe une quinzaine de femmes du même quartier. Agées de 25 à 65 ans, la plupart sont seules avec des enfants et quasi sans ressources.

Les conditions d'accès à l'association :

- Chacune paie une adhésion à l'entrée (500 CFA) et une cotisation mensuelle (500 CFA).
- Elles doivent scolariser leurs enfants

Ce que l'association leur apporte :

- La solidarité du groupe, l'entraide, le fait de pouvoir se retrouver entre femmes et de sortir de leur isolement car elles sont souvent complètement abandonnées. Elles disposent d'un petit local en banco où elles peuvent se réunir pour travailler ou discuter.
- Les femmes alphabétisées assurent le relais auprès des autres pour les aider à se former, aider à la scolarisation des enfants ou simplement les informer sur différentes questions (hygiène, éducation des enfants, problèmes, ...).
- Le système de la tontine : utilisation des fonds de l'association (adhésions et cotisations) pour octroyer des micro-crédits aux femmes membres, à tour de rôle, ou bien pour financer un projet collectif de l'association.

Les projets financés ont été :

- ✓ l'achat de matériel pour fabriquer une tente et la revendre
- ✓ l'achat de quelques chèvres pour une femme, la vente de lait lui permet de nourrir ses enfants
- ✓ un projet d'artisanat (une partie des bénéfices sur les ventes est reversé dans la caisse commune)
- ✓ un petit commerce de condiments qui permet à une autre femme de nourrir et scolariser ses enfants
- Elles réservent aussi un fond d'urgence si l'une d'elles est en grande difficulté

Les besoins de l'association sont :

- La nécessité de mettre en place des formations : formation complémentaire pour permettre à certaines de devenir formatrice, formation de base, formation à la gestion.
- Un fond de roulement pour mettre en œuvre des projets plus rapidement (le système de la tontine est long car l'attribution des crédits ne peut se faire que sur la base des remboursements et des cotisations versées, et le budget global reste faible). Un budget optimum est évalué à 1 000 000 CFA (environ 1 500 €).

- Une autre association présidée par Bakita, créée en 2003.

Cette association regroupe 20 femmes de 24 à 45 ans, sédentarisées depuis 4 ou 5 ans. Certaines sont mariées, d'autres non. Elles sont du même quartier et l'association est ouverte à toutes.

Elles n'ont pas été alphabétisées, elles souhaiteraient l'être mais ont souvent trop de travail ou de problèmes « de survie » pour pouvoir l'envisager.

S.T.M.

BP 33 – 34981 St Gély du Fesc

Elles s'inspirent de ce que font les autres groupes de femmes mais sont handicapées par leur manque de formation.

Là aussi la solidarité joue un rôle important.

L'activité de l'association est surtout orientée sur le travail d'artisanat , collectif, et sa vente dans un petit commerce. Le produit des ventes est réparti collectivement.

L'association loue une boutique pour 5000 CFA par mois. La construction d'un local en banco pour l'association est prévue sur le terrain de la maison de Bakita.

L'association souhaiterait aussi vendre sur la foire de Kidal mais le manque de moyens ne leur permet pas d'avoir suffisamment d'objets en stock.

Pour mieux fonctionner, il manque un fond de roulement suffisant, évalué par l'association à 1 000 000 CFA (environ 1 500 €).

Cette association n'a pas reçu d'aide financière directe de la mairie mais des conseils sur les partenariats possibles.

Une sensibilisation préalable à l'alphabétisation, puis la mise en place de formations apparaît également nécessaire.

Les perspectives possibles

Pistes pour promouvoir l'artisanat

Fabrication :

Pour les structures collectives, le manque de fond de roulement entraîne des difficultés de production, notamment au niveau des investissements en matières premières. Il leur est donc très difficile d'avoir du stock.

- Améliorer leur fonctionnement des activités artisanales collectives (auprès des associations de femmes) en fournissant un fond de roulement.

Les locaux où se pratique la fabrication et l'exposition des objets sont souvent en mauvais état ou reste à bâtir avec très peu de moyens

- Subventionner les travaux de réfection ou de construction des locaux destinés à l'artisanat (à Thatis, toiture du local écroulée).

Formation des artisanes :

La plupart des produits artisanaux actuels sont volumineux et manquent parfois de finition (décoration de tentes, outres pour le lait, grandes nattes, etc.). De ce fait ils sont peu adaptés à nos usages et donc difficilement commercialisables auprès de touristes ou vers nos pays

Les formes traditionnelles peuvent sans doute être adaptées afin de concevoir des objets correspondant davantage aux attentes du consommateur européen : objets de petits formats, utilisables dans notre contexte (type porte-monnaies, petits sacs, etc.), et ceci tout en conservant leur authenticité. A titre d'échantillons nous avons ramené quelques « porte-feuilles » Tamashek.

- Une formation adaptée, comprenant un volet « technique artisanale » et un volet « gestion de l'activité » pourrait permettre de développer une production d'objets adaptés à un contexte d'usage au Nord et à un contexte de production local s'appuyant sur le savoir-faire traditionnel.

On peut imaginer cette formation sous forme d'un transfert de compétence avec des professionnels français. Il aurait pour objectif de professionnaliser le travail artisanal local, d'aider à concevoir des objets plus facilement commercialisables et de fournir les bases de la gestion de l'activité, avec pour objectif de parvenir à une autonomie complète dans le fonctionnement local.

Commercialisation locale sur la région :

Une demande nous ont été adressée à Thatis :

- Organisation de voiturage collectif vers la foire de Kidal (la possibilité d'organiser des convoys au niveau de la commune a été évoquée avec le maire Abinage)

Commercialisation touristique :

La mise en place éventuelle des circuits « voyages partage » par La Burle permettrait de favoriser les ventes d'artisanat aux touristes.

Filière commerce équitable

Les chartes du « commerce équitable » respectent les conditions suivantes :

Mission STM (Solidarité Tiers Monde) du 21 novembre au 06 décembre 2004

Rédigé par Brigitte ZURBACH

S.T.M.

BP 33 – 34981 St Gély du Fesc

- juste rémunération du travail fourni par chacun
- garantie des conditions de travail, refus de toute forme de travail forcé y compris l'exploitation des enfants.
- contractualisation sur la fixation des prix d'achat, des délais et de la qualité,
- préfinancement du programme par le partenaire du Nord (préfinancement de l'achat des matières premières et si nécessaire du travail effectué). Ceci permet aux artisans de disposer de la matière première qui leur est nécessaire et d'obtenir dès le début du programme des conditions de vie permettant l'épanouissement de leur activité.

Aux conditions que la production d'objets soit suffisante et adaptée (voir ci-dessus), la mise en place d'une filière de commercialisation « équitable » pourrait permettre aux artisans de développer leur activité et leur procurer une source des revenus réguliers, qui bénéficierait indirectement à la collectivité (en permettant la mise en place d'autres micro-projets de développement).

Ceci pourrait passer par la recherche d'un partenaire commercial.

Il existe déjà un certain nombre de filières en place dont « La Plate-forme Française pour le Commerce Equitable » (PFCE : organisation fédératrice et label de qualité des acteurs du commerce équitable en France) qui regroupe des associations telles que **Commerceequitable.com**.

Besoin en formation

Les entretiens démontrent que le besoin de formation (et d'informations) des femmes est très important, à la fois pour leur permettre d'occuper une place dans la société de demain et pour asseoir des activités économiques.

Certaines infrastructures peuvent être utilisées : « centre de formation » de Tahtis en construction, utilisation du « centre culturel » d'Adiel'Hoc.

- Reste à financer ou organiser un programme de formation qui prenne en compte les différents besoins exprimés. Principalement :
 - alphabétisation,
 - formation à la gestion,
 - formation à la santé et à l'hygiène.
 - formation de formateur pour démultiplier les formations